



**CCI SEINE
ESTUAIRE**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

commun à l'ensemble des lots

**DIAGNOSTICS DES OUVRAGES D'ART LONGUE PORTÉE
ET MISSIONS DE CONTRÔLES EXTÉRIEURS
DES TRAVAUX D'ENTRETIEN DES OUVRAGES
DES CONCESSIONS DES PONTS
DE NORMANDIE ET DE TANCARVILLE**



Numéro de consultation : CCITSE-2025-AOO-10



Procédure de passation : Appel d'offres ouvert, procédure formalisée prévue par les articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-2-1° et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

TABLE DES MATIÈRES

Article 1 -	IDENTIFICATION	4
Article 2 -	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
Article 3 -	ALLOTISSEMENT ET FRACTIONNEMENT	4
Article 4 -	FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 5 -	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 6 -	LIEUX D'EXECUTION	6
Article 7 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
Article 8 -	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
Article 9 -	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
9.1	Représentation des parties	8
9.2	Conditions d'exécution	9
9.3	Obligations du titulaire	11
9.4	Considérations sociales	11
9.5	Considérations environnementales	11
9.6	Traitement de données à caractère personnel	12
9.7	Confidentialité et secret des affaires	12
9.8	Conflit d'intérêt	13
9.9	Clauses de réexamen	13
9.10	Constatation de l'exécution des prestations et admission	13
9.11	Garanties	13
9.12	Pénalités	13
Article 10 -	REGIME FINANCIER	15
10.1	Forme et contenu des prix	15
10.2	Variation des prix	16
10.3	Avances	17
10.4	Modalités financières	17
10.5	Modalités de facturation	18
10.6	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre	21
10.7	Prestations non prévues au bordereau des prix unitaires (BPU)	21
10.8	Modifications financières pour circonstances imprévisibles	22
Article 11 -	REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	23
Article 12 -	Description et objectifs des prestations commandées	23
12.1	Objet des missions commandées	23
12.2	Descriptions des ouvrages	24
12.3	Description des missions potentielles pour les ouvrages des deux concessions	24
12.4	Demande de chiffrage	25
12.5	Format des livrables	25
Article 13 -	DISPOSITIONS DIVERSES	25
13.1	Echanges dématérialisés	25

13.2	Langue et documentation.....	25
13.3	Sous-traitance	26
13.4	Assurances.....	27
13.5	Autres obligations administratives.....	27
13.6	Modifications dans la structure du titulaire	27
13.7	Redressement - Liquidation judiciaire	28
13.8	Cession de l'accord-cadre.....	28
13.9	Références à l'accord-cadre	28
13.10	Résiliation.....	28
13.11	Exécution aux frais et risques du titulaire	29
13.12	Différends.....	29
13.13	Litiges et contentieux	29
Article 14 -	DEROGATIONS AU CCAG	29

Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent accord-cadre est porté par un pouvoir adjudicateur :

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire

Siège social : 181 quai Frissard - BP 1410

76067 LE HAVRE cedex

SIRET : 130 021 694 00018

Tél : 02 35 55 26 00

Personne signataire de l'accord-cadre, représentant de l'acheteur :

Monsieur Yves LEFEBVRE, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire dûment habilité en vertu d'une délibération de l'assemblée générale en date du 25 novembre 2021, ou par délégation, **Madame Isabelle PRAT**, Vice-Présidente Commerce et Présidente de la Délégation du Havre.

Le titulaire :

Est désigné par l'expression « le titulaire », l'opérateur économique attributaire de l'accord-cadre à l'issue de la procédure de mise en concurrence et une fois l'acte d'engagement signé par l'ensemble des parties.

Le titulaire de l'accord-cadre est la personne morale ou physique désignée dans l'acte d'engagement.

Article 2 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire exploite les ouvrages des concessions du pont de Normandie et du pont de Tancarville en tant que concessionnaire de l'Etat. A ce titre, la CCIT Seine Estuaire est astreinte à un entretien régulier des équipements qui composent lesdites concessions.

L'accord-cadre porte sur des prestations de service.

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations intellectuelles consistant en la réalisation de diagnostics sur des sujets techniques ainsi que des missions de contrôle extérieurs sur les travaux d'entretien des ponts.

La description technique des prestations attendues figure à l'article 12 du présent CCP.

Codes CPV de la consultation :

- Nomenclature principale : 71631450-9 - Services d'inspection des ponts
- Nomenclature supplémentaire : 71621000-7 - Services d'analyse technique ou service de conseil

Article 3 - ALLOTISSEMENT ET FRACTIONNEMENT

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

N°	Intitulés lots séparés
Lot n°1	Diagnostics dédiés aux systèmes suspendus
Lot n°2	Diagnostics dédiés aux éléments d'articulation mécanique
Lot n°3	Diagnostics relatifs à l'état des bétons
Lot n°4	Contrôles extérieurs sur les travaux d'entretien des ouvrages des concessions des ponts de Normandie et de Tancarville

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

Article 4 - FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Pour chaque lot :

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Conformément à l'article R.2162-3 du code de la commande publique, l'accord-cadre est exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R.2162-7 à R.2162-12 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en valeur au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique, comme suit :

N°	Montant minimum	Montant maximum		
		Pour la période initiale (12 mois)	Pour chaque période de reconduction (12 mois)	Pour la durée totale de l'accord-cadre (48 mois)
Lot n°1	sans montant minimum	1 000 000 € HT	1 000 000 € HT	1 000 000 € HT
Lot n°2	sans montant minimum	1 000 000 € HT	1 000 000 € HT	1 000 000 € HT
Lot n°3	sans montant minimum	1 000 000 € HT	1 000 000 € HT	1 000 000 € HT
Lot n°4	sans montant minimum	1 000 000 € HT	1 000 000 € HT	1 000 000 € HT

L'accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Article 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Pour chaque lot :

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois fermes à compter de sa date de notification.

Il peut être reconduit trois (3) fois, pour des périodes de douze (12) mois, de manière tacite.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra excéder quarante-huit (48) mois.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions ou les non-reconductions.

En cas de non-reconduction, l'acheteur en informe le titulaire au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Les marchés subséquents et les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des marchés subséquents ou des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de

validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Tout marché subséquent et tout bon de commande notifié pendant la durée de validité de l'accord-cadre continue à s'exécuter quelle que soit la date de commencement d'exécution des prestations et ce, jusqu'à leur terme.

La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice du titulaire concerné.

Le présent article s'applique sous réserve que le montant maximum du présent accord-cadre n'ait pas été atteint.

Article 6 - LIEUX D'EXECUTION

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont :

Siège social de la CCIT Seine Estuaire :

181 quai Frissard - BP 1410
76067 LE HAVRE cedex

Pont de Normandie :

Service Exploitation
Sandouville
76085 LE HAVRE Cedex

Pont de Tancarville :

Service d'Exploitation
Route Nationale 182
27680 LE MARAIS VERNIER

Article 7 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, l'accord-cadre est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

▪ **Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement de chaque lot
 - annexe n° 1 : bordereau de prix unitaires (BPU) ;
 - annexe n° 2 : interlocuteurs référents.
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) commun à l'ensemble des lots ;
- le document « questions-réponses » retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques, le cas échéant ;
- le règlement d'exploitation de chaque pont ;
- l'offre technique du titulaire ;
Seuls sont intégrés aux pièces contractuelles les engagements du titulaire à l'égard de l'acheteur tels qu'exposés dans l'offre technique ;
- le cas échéant, leurs actes modificatifs (avenants), postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

En application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables à l'acheteur. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à l'acheteur.

▪ **Pièces générales :**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux en vigueur applicables dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les pièces générales ne sont pas jointes à l'accord-cadre. Elles sont réputées connues des parties en présence, la signature des pièces particulières entraînant leur acceptation.

Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.

En cas d'évolution, pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant l'accord-cadre se réfèrent, le titulaire doit en informer par écrit les représentants désignés de l'acheteur pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution.

Cette information doit être accompagnée d'une analyse, au moins sommaire, des incidences de ces évolutions sur le projet. La décision de l'acheteur est alors notifiée par écrit au titulaire dans un délai d'un (1) mois. A défaut de notification, cette évolution n'est pas prise en compte.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus. Une contradiction s'entend comme une impossibilité radicale d'appliquer simultanément deux stipulations. Si tel n'est pas le cas, les stipulations sont considérées comme complémentaires et s'appliquent.

Cette disposition est d'application générale, sauf dans les cas suivants :

- Lorsqu'une indication est manifestement erronée (erreur de frappe ou d'impression) et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît manifestement comme étant la plus logique sera alors d'application même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- En cas d'accord intervenu entre les parties concernées par la contradiction

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus, constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

Seules les pièces conservées dans les archives de l'acheteur font foi.

Article 8 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Représentation des parties

9.1.1 Représentation de l'acheteur

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire
Siège social : 181 quai Frissard - BP 1410
76067 LE HAVRE cedex

Représentée par :

Monsieur Yves LEFEBVRE, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 25 novembre 2021, ou par délégation, **Madame Isabelle PRAT**, Vice-Présidente Commerce, Présidente Délégation du Havre.

Le service en charge du suivi des prestations est :

Direction des concessions
181 quai Frissard - BP 1410
76067 LE HAVRE cedex

Service Exploitation des Ponts
76085 LE HAVRE Cedex

Représenté par :

Mme Claire GRIVEL
Directrice des concessions
181 quai Frissard - BP 1410
76067 LE HAVRE Cedex
Mail : cgrivel@seine-estuaire.cci.fr

M. Clément FASQUEL
Directeur adjoint des concessions
181 quai Frissard - BP 1410
76067 LE HAVRE Cedex
Mail : cfasquel@ponts.seine-estuaire.cci.fr

M. Julien BERARD
Assistant technique
76085 LE HAVRE cedex
Mail : jberard@ponts.seine-estuaire.cci.fr

M. Laurent MOUETTE
Assistant technique
76085 LE HAVRE cedex
Mail : lmouette@ponts.seine-estuaire.cci.fr

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

9.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à l'annexe n°2 de l'acte d'engagement.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2 Conditions d'exécution

9.2.1 Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de quinze (15) jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

9.2.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque marché subséquent ou à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Les prestations devront s'exécuter du lundi au vendredi, hors jours fériés.

Les horaires seront déterminés d'un commun accord entre le responsable technique du site et le titulaire préalablement au début d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'enquerra des dates de fermeture du site sur lequel il souhaite intervenir avant tout déplacement. Il prendra toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les prestations conformément aux stipulations contractuelles prévues au sein du présent CCP.

9.2.3 Prolongation des délais d'exécution

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les quinze (15) jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée.

L'acheteur dispose de quinze (15) jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG-PI. Cette prolongation est notifiée au titulaire par tout moyen.

De manière générale, le titulaire s'engage à signaler à l'acheteur dans un délai de 48 heures, toutes prestations modificatives ou jugées comme telles par lui, ainsi que tout événement susceptible d'affecter le bon déroulement de l'opération notamment pour le prix des prestations et leur délai d'exécution.

9.2.4 Les exigences relatives aux prestations

9.2.4.1 Matériel, objet ou approvisionnement mis à disposition

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

9.2.4.2 Connaissance des lieux

1.1.1.1 Connaissance des lieux

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de l'état des lieux et des conditions d'intervention sur les sites après avoir pris en compte dans ses prix les sujétions qu'elles lui créent.

Dans son organisation, le titulaire doit prendre en compte un certain nombre de contraintes liées au fonctionnement et à l'exploitation des ponts. Il doit notamment s'acquitter des droits de péage.

Les prestations ne pourront s'effectuer qu'avec l'accord et l'approbation du Service Exploitation des Ponts suivant les propositions du titulaire.

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni élever une réclamation, des sujétions occasionnés par l'interruption ou le report d'une ou de plusieurs prestations décidées par l'acheteur, relatives à l'exploitation des sites.

En cas d'impossibilité d'accès aux installations (totale ou partielle), l'acheteur se réserve le droit sans préavis de suspendre les prestations des lieux concernés par différentes contraintes : manifestations, conditions météorologiques particulières, travaux, etc.

9.2.4.3 Qualité des prestations

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat.

Celle-ci s'impose au titulaire dans le cadre de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au présent accord-cadre. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer à l'accord-cadre.

Les résultats à atteindre sont décrits au présent CCP.

Les prestations sont conformes aux spécifications techniques décrites dans le CCTP et dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ces prestations soient de qualité équivalente pendant toute la période d'exécution de l'accord-cadre.

9.2.4.4 Modalités de fin de contrat

Le titulaire laisse les espaces qui lui auront été confiés en parfait état sans qu'il soit besoin de diligenter une remise en état ; si tel n'est pas le cas, les frais de cette remise en état lui seront imputés.

9.3 Obligations du titulaire

9.3.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements ou dangers potentiels au titre de ses prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

9.3.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.3.3 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

9.3.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

9.4 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

9.5 Considérations environnementales

Le présent accord-cadre comprend une ou des clause(s) environnementale(s) comme condition d'exécution.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites

susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

9.6 Traitement de données à caractère personnel

Le titulaire du marché est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution du marché public, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification du marché, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

Conformément au CCAG-PI, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

9.7 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

9.8 Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

9.9 Clauses de réexamen

Il est fait application de l'article 25 du CCAG-PI.

9.10 Constatation de l'exécution des prestations et admission

9.10.1 Opérations de contrôle et vérification

Les opérations de contrôle et de vérification sont effectuées en application de l'article 28 du CCAG-PI.

9.10.2 Décision après vérifications

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application de l'article 29 du CCAG-PI, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

9.11 Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 30 du CCAG-PI.

La garantie prévue s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

9.12 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

9.12.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI :

Les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités suivantes :

- Tout retard dans la remise du rapport de contrôle donne lieu à l'application d'une pénalité de 250 euros HT par jour de retard.
- Tout retard dans la remise du chiffrage donne lieu à l'application d'une pénalité de 100 euros HT par jour de retard.

9.12.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public ou du bon de commande à la date de constatation du fait générateur ;
- En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public ou du bon de commande à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

9.12.3 Pénalité pour non-respect des dispositions des règlements d'exploitation des ponts de Normandie et Tancarville

Le non-respect par le titulaire d'une prescription définie par les règlements d'exploitation des ponts de Normandie et Tancarville donne lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire de 250 euros HT par manquement constaté.

9.12.4 Pénalités pour absence et changement des personnes responsables

Tout changement d'intervenants responsables au cours de l'exécution des prestations devra préalablement faire l'objet d'une demande du titulaire avec présentation du curriculum vitae du ou des nouveaux intervenants, et obtention d'un accord express écrit de l'acheteur.

En cas de changement non validé par l'acheteur de toute personne constituant l'équipe du projet, le titulaire subit une pénalité dont le montant est fixé à 250 euros HT pour chaque changement non validé.

Pour toute absence des personnes responsables des prestations aux réunions de travail et/ou de restitution et/ou de chantier et/ou de préparation de chantier, bien qu'elles aient fait préalablement l'objet d'une convocation écrite, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 250 euros HT par absence à toute réunion. L'absence est constatée à partir de 30 min de retard sur l'horaire convenu.

9.12.5 Pénalités pour atteinte à l'environnement

En cas de non-respect des stipulations concernant la protection de l'environnement, le titulaire défaillant encourt une pénalité fixée à 250 euros HT par manquement constaté.

9.12.6 Pénalités pour travail dissimulé

Lorsque le représentant de l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve.

Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du représentant de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, l'acheteur peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 100 € HT par jour ouvré de retard, dans le respect des conditions de l'article L.8222-6 du code du travail.

9.12.7 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

9.12.8 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

Article 10 - REGIME FINANCIER

10.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés aux articles 35.2.1 et suivants du CCAG-PI, incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- tous les frais annexes (frais généraux du titulaire, frais d'études, marge du titulaire, frais pour défaillance éventuelle des sous-traitants, heures supplémentaires nécessaires pour le respect du délai contractuel, frais de tirage des dossiers (dossiers internes, dossiers d'exécution, d'établissement de plans et détails d'exécution techniques de chantier et d'atelier, plans d'installation de chantier, tracés, relevés, essais et épreuves, matériel de levage, stockage, manutention, transports, clôtures, nettoyages, etc.), dispositions nécessaires résultant des contraintes de continuité du service sur le site et autres dispositions prévues par les documents de l'accord-cadre ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux indiqués au CCP. A ce titre, le titulaire ne pourra prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-PI ;
- le suivi contractuel et les opérations de reporting éventuel ;
- l'ensemble des éléments afférents à la réalisation et à l'élaboration des rapports de contrôle (frais de reprographie, rédaction, frais généraux, etc.).

Le titulaire devra s'acquitter des droits de péage pour toutes interventions sur les sites des prestations.

Les prix de l'accord-cadre sont établis en considérant comme normalement prévisibles les conditions climatiques locales (sur la base des indications fournies par la station météorologique la plus proche du Havre).

Le titulaire est réputé avant la remise de son offre :

- S'être déplacé et avoir été reçu par un représentant du pouvoir adjudicateur sur les sites d'exécution de prestations (la visite de site étant obligatoire) ;
- Avoir contrôlé toutes les indications, notamment celles données par les plans des ouvrages et les pièces écrites ; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes. Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurerait pas sur les plans ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents ;
- S'être entouré de tous les renseignements utiles auprès de l'acheteur et des services publics ou de caractère public.

10.2 Variation des prix

Révision des prix à l'initiative du titulaire :

Afin de tenir compte des variations économiques, les prix sont révisables annuellement sur demande du titulaire. L'ajustement des prix, à la hausse comme à la baisse, peut ainsi être sollicité sur demande écrite du titulaire.

Périodicité de révision des prix :

Les prix sont révisés à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule décrite ci-dessous.

Notification des demandes de révisions :

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande de paiement, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

Le titulaire adresse sa demande de révision de prix et son bordereau des prix unitaires révisé aux représentants de l'acheteur au moins trente (30) jours calendaires avant la date souhaitée pour l'application de ladite révision des prix. La demande mentionne le numéro de l'accord-cadre objet de la demande de révision des prix.

L'acheteur dispose d'un délai de vingt-et-un (21) jours calendaires pour agréer ou refuser la demande présentée par le titulaire. Passé ce délai, son silence vaut acceptation des nouveaux prix.

Les nouveaux prix sont intégrés à l'accord-cadre sans nécessiter la passation d'un avenant audit accord-cadre et ne peuvent en aucun cas déroger aux stipulations dudit accord-cadre.

Si aucune demande n'est formulée (ou après l'échéance), les prix ne sont pas révisés pour la nouvelle période de douze mois.

Modalités de révision des prix :

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix sont révisés par l'application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P = P_0 \left[0,15 + 0,85 \left(\frac{ING}{ING_0} \right) \right]$$

dans laquelle :

P = prix révisé ;

Po = prix fixé dans l'offre du titulaire ;

ING₀ = valeur de l'indice ING en vigueur au mois d'établissement des prix ;

ING = valeur de l'indice ING à la date de la révision.

L'indice ING correspond à l'Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 (Identifiant 001711010 sur le site internet de l'INSEE).

Clause butoir :

L'évolution des prix est limitée à une augmentation de 3% et à une baisse de 3% calculées à chaque révision annuelle à l'initiative du titulaire.

Clause de sauvegarde :

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation supérieure à 3%, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'acheteur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

Disparition de l'indice :

En cas de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié, et si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire en rapport avec l'activité l'objet de l'accord-cadre. Cet indice devra être choisi de telle sorte qu'il soit le plus proche possible de l'indice disparu et qu'il respecte l'esprit que les parties ont entendu définir pour cette clause de révision.

10.3 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 10 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

10.4 Modalités financières

10.4.1 Répartition des paiements

Le paiement des prestations exécutées sur la base d'un marché subséquent peut donner lieu à des acomptes pour les missions s'échelonnant sur une durée supérieure à trois (3) mois et ce, selon la répartition suivante :

- 15% du montant de la commande à l'échéance du premier mois d'exécution de la mission commandée ;
- 20% du montant de la commande à l'échéance du troisième mois d'exécution de la mission commandée ;
- 65% après remise du rapport complet et réception de la prestation commandée.

Pour des missions d'une durée inférieure à trois (3) mois, le paiement intervient en une fois après la réception de la mission concernée.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

10.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du bon de commande revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense compétents sont les agents comptables des établissements concernés.

10.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics ou 50 jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

10.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

10.5.1 Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;

10.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

10.5.3 Frais particuliers

Sans objet.

10.5.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

10.5.5 Transmission des factures

Les prestations font l'objet de demandes de paiements prenant la forme :

- de projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent marché ;
- de projet de décompte final/général établis conformément aux stipulations du présent marché.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 retranscrite dans l'article L2192-1 du code de la commande publique ;
- du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires :

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Les factures sont établies en un seul original et envoyées aux adresses suivantes :

L'ordonnateur des paiements est :

Monsieur Nicolas ROUTEL
Secrétaire
Direction Administrative et Financière
181 quai Frissard, BP 1410
76067 LE HAVRE cedex

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur François SAYARET
Trésorier de la CCIT Seine Estuaire
Direction Administrative et Financière
181 quai Frissard, BP 1410
76067 LE HAVRE cedex

10.6 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de :

- produire un état semestriel de la consommation ;
- produire un état de la consommation à date, à la demande de l'acheteur, dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de cette demande ;
- alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 85% de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévue par l'acheteur dans les documents de la consultation.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'acheteur organise.

10.7 Prestations non prévues au bordereau des prix unitaires (BPU)

Les prestations du présent accord-cadre sont détaillées dans le bordereau des prix unitaires.

Toutefois, le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité de commander d'autres fournitures et prestations en lien direct avec l'objet de l'accord-cadre en fonction des besoins qui pourraient survenir en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Ces commandes se feront alors sur la base d'un devis détaillé ou du catalogue du titulaire. On entend par catalogue l'intégralité des articles de son site internet, avec application de la remise prévue dans son offre le cas échéant.

Ces commandes devront s'effectuer à titre exceptionnel, être en lien direct avec l'objet de l'accord-cadre et seront limitées à 10 % de son montant € HT annuel maximum.

Ces prestations feront l'objet de bons de commande notifiés au titulaire après acceptation par l'acheteur du devis préalable obligatoirement établi par le titulaire.

Afin de respecter et d'optimiser la bonne exécution du présent accord-cadre, le titulaire veillera à communiquer un devis correspondant aux prestations demandées, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, à compter de la demande de l'administration.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

Tout devis établi par le titulaire doit avoir été accepté de manière formelle et écrite par le représentant de l'acheteur avant tout commencement d'exécution des prestations. Les prestations sont contractualisées par la passation d'un bon de commande sans qu'il y ait lieu d'établir un avenant.

L'éventuelle discussion postérieure à l'émission de devis doit permettre à l'acheteur de vérifier le caractère adéquat des modalités techniques et financières de la réalisation des prestations et de la satisfaction de ses besoins.

La production de devis ne constitue pas une prestation au sens du présent accord-cadre et ne peut donc donner lieu au versement d'une rémunération.

Elle ne crée aucun droit à recevoir une commande. Les demandes de devis qui ne font pas l'objet ultérieurement d'un bon de commande ne sont pas indemnisées.

Lorsque le devis est accepté, l'acheteur émet le bon de commande afférent.

Dans les cas d'urgence, la commande peut être faite par tous moyens de transmission possible (téléphone, mail, etc.) et le titulaire est tenu d'y répondre. Un bon de commande de régularisation sera alors adressé ultérieurement au titulaire.

Le titulaire doit tenir informés régulièrement les services de l'acheteur des nouveautés et produits innovants.

10.8 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 11 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le présent CCP.

Le présent accord-cadre fait application des articles 32 à 35 du CCAG-PI.

Article 12 - Description et objectifs des prestations commandées

12.1 Objet des missions commandées

Selon les lots, les missions ont pour objet des diagnostics spécifiques ou le contrôle extérieur pour le compte de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire dans le cadre des travaux d'entretien des ponts de Normandie et de Tancarville.

Les missions de contrôle extérieur ont pour but la vérification de notes de calculs et de plans, la justification de matériels et le contrôle de mode opératoires fournis dans le cadre des travaux cités ci-dessus.

Les missions commandées peuvent se décomposer selon les deux points suivants (alternatifs ou cumulatifs, selon les précisions mentionnées lors de la demande de chiffrage) :

- Une mission d'assistance technique et de conseils ;
- Une mission d'assistance et de vérification lors des opérations de levée de points d'arrêt.

Le titulaire réalise, sur demande de l'acheteur, les tâches suivantes :

- Analyse et validation de modes opératoires, plans ;
- Avis technique sur les matériaux proposés ;
- Vérification et validation des notes de calculs ;
- Avis pour les demandes d'agrément et les non-conformités ;
- Conseils et assistance d'experts, avis techniques ;
- Participation aux réunions.

Ces tâches sont à appliquer selon les normes techniques en vigueur (eurocodes, cerema, à titre non exhaustif).

Le titulaire intervient, sur demande de l'acheteur, pour la vérification et pour remettre un avis en prévision de la levée de points d'arrêt.

A ce titre, le personnel en mission sera chargé, de participer aux levées de points d'arrêts pour lesquels il aura été sollicité par l'acheteur.

Les résultats des missions seront présentés sous forme de rapport contrôle et de synthèse ou de compte rendu.

Ces rapports indiqueront, notamment, les points ou paramètres à surveiller ou non recevables, les avis techniques.

Le prestataire, dans les limites de son concours, apportera au Pouvoir Adjudicateur les éléments techniques d'appréciation lui permettant de faire son choix et de prendre les décisions qu'il jugera utiles. Le personnel du Titulaire ne donne aucun ordre, ni aucune information à l'entreprise de travaux concernée.

L'acheteur facilite l'intervention du titulaire auprès de l'entreprise chaque fois que ce sera nécessaire.

De façon générale, l'acheteur communique au titulaire :

- Les pièces techniques des marchés publics de travaux ;
- Les plans d'exécution des travaux ;
- Les notes de calculs ;
- Les plannings d'exécution ;
- Les modes opératoires proposés ;
- Les comptes rendus des réunions.

12.2 Descriptions des ouvrages

La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire est concessionnaire de l'Etat et exploite à ce titre les ouvrages des ponts de Normandie et de Tancarville.

La concession du Pont de Tancarville est notamment composée de :

- Un pont suspendu :

Le pont suspendu de Tancarville a été mis en service en 1959, c'est un ouvrage à 2x2 voies de 12,50 mètres de largeur de chaussée.

La longueur du pont est de 960 mètres, dont 608 mètres de travée centrale et 2x176 mètres de travées latérales.

La hauteur en tête de pylônes est de 123,60 mètres pour la rive gauche et 125,30 mètres en rive droite.

- Un viaduc d'accès de type VIPP :

Le viaduc est composé de 8 travées indépendantes de 50 mètres.

Le tablier d'une largeur utile de 15 mètres dont 12,50 mètres de chaussée est constitué d'un hourdis précontraint.

Le tablier repose sur 5 poutres précontraintes dont l'inter-distance est de 3,45 mètres et la hauteur de 3,00 mètres.

Les poutres reposent sur les piles par l'intermédiaire d'appuis comprenant chacun 5 plaques de néoprène superposées et horizontales de 5 mm d'épaisseur, séparées par des grillages en fil d'acier.

La concession du Pont de Normandie est notamment composée de :

- Un pont à haubans :

Le Pont de Normandie a été mis en service en 1995, c'est un ouvrage à 2x2 voies de 19,50 mètres de largeur de chaussée ;

La longueur du pont est de 2141,25 mètres, dont 856 mètres de travée centrale et 737,5 mètres de viaduc d'accès Nord, 547,75 mètres de viaduc d'accès Sud.

La hauteur en tête de pylônes est de 215 mètres.

- Un viaduc de type bipoutres avec dalle orthotrope :

Le Viaduc du Grand Canal du Havre a été mis en service en 1995, il est composé de 2 viaducs d'accès et d'une dalle orthotrope en travée centrale. C'est un ouvrage à 2x2 voies de 17,26 mètres de largeur de chaussée.

La longueur du pont est de 1406 mètres, dont 415 mètres de travée centrale et 2x495,5 mètres de viaducs d'accès.

12.3 Description des missions potentielles pour les ouvrages des deux concessions

Les missions commandées dans le cadre des lots n°1 à 3 consistent à réaliser le diagnostic sur l'objet demandé dans les délais précisés par le marché subséquent ou le bon de commande en question.

Le diagnostic se doit d'être exhaustif et d'inclure l'ensemble des éléments notés par le titulaire au cours de ses repérages sur site.

Le diagnostic doit permettre à la Direction des Concessions :

- ⇒ D'avoir un état des lieux du point visé par le diagnostic ;
- ⇒ D'obtenir une analyse fonctionnelle et technique de la question visée par le diagnostic ;
- ⇒ D'obtenir une estimation financière du coût des travaux de réparation à prévoir le cas échéant ;
- ⇒ De lister les études complémentaires à réaliser le cas échéant pour permettre d'atteindre l'exhaustivité sur le sujet ;

Les diagnostics produits par le titulaire peuvent servir de base à l'attribution d'éventuelles missions de maîtrise d'œuvre ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage après mise en concurrence par la CCIT Seine Estuaire. Les diagnostics produits sont, dans cette hypothèse, insérés dans le dossier de consultation des entreprises constitué. Leur auteur ne peut élever aucune réclamation à ce sujet et ne dispose d'aucun droit acquis à l'exécution de la mission ultérieure si l'offre qu'il dépose n'est pas retenue.

Les missions commandées dans le cadre du lot n°4 permettent de viser d'éventuelles études ou points techniques réalisés par d'autres opérateurs intervenant pour le compte de la CCIT Seine Estuaire et d'émettre l'ensemble des observations nécessaires en cas d'erreurs ou d'inexactitudes relevées dans les documents transmis. Le titulaire du lot n°4 peut aussi être amené à émettre un avis sur une éventuelle réception de travaux à prononcer par le maître d'ouvrage au stade des opérations préalables à la réception.

12.4 Demande de chiffrage

Le titulaire est sollicité par l'acheteur pour une demande de chiffrage. Le chiffrage est à retourner sous deux (2) jours ouvrés à compter de la demande de l'acheteur. Le chiffrage remis par le titulaire doit comprendre le coût d'exécution et le délai d'exécution en jour calendaire.

Le titulaire ne peut se prévaloir pour justifier d'un retard d'un trop grand nombre de contrôle qu'il aura reçu l'ordre d'effectuer, le cas échéant de manière simultanée.

A l'échéance d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter l'acceptation de l'acheteur, le titulaire doit avoir remis son rapport, dans les formats demandés, pour vérification et réception. Un rapport remis dans un format différent de celui dans lequel il est demandé est réputé comme n'ayant pas été remis et peut donc potentiellement entraîner l'application de pénalités en cas de non respect du délai contractuel d'exécution.

12.5 Format des livrables

Les rapports et livrables sont remis dans les formats suivants :

- Un exemplaire au format papier reproductible ;
- Un exemplaire au format informatique sur support de type clef-USB. Les documents remis sur support informatique sont aux formats modifiable et non modifiable.

Article 13 - DISPOSITIONS DIVERSES

13.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

13.2 Langue et documentation

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur et le titulaire durant la phase d'exécution de l'accord-cadre s'effectue en français, en proscrivant les anglicismes ou les néologismes.

Dans le cas où l'emploi d'un anglicisme ou d'un néologisme est inévitable, une définition précise, complète et rédigée en français en sera donnée en introduction de chaque document.

Tous les documents produits dans le cadre de l'exécution de la prestation seront livrés sous forme électronique PDF ou HTML ou par lien URL imprimable ainsi que dans le format bureautique standard.

13.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous quinze (15) jours dès réception de la demande.

A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG-FCS.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

13.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

13.5 Autres obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Si le titulaire recourt à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R.1263-5 et R.1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent accord-cadre (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

13.6 Modifications dans la structure du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de le titulaire pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre. L'acheteur doit être informée dans les meilleurs délais des modifications de la structure juridique de la société (fusion, acquisition, absorption), modification du Siret, du RIB et de tous les éléments de facturation.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de l'acheteur dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre de l'accord-cadre et le titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non-communication des modifications, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

13.7 Redressement - Liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire, le titulaire doit prévenir l'acheteur dans les quinze (15) jours calendaires maximum qui suivent le jugement du tribunal de commerce. L'accord-cadre est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, ce dernier doit prévenir l'acheteur dès jugement du tribunal prononçant l'ouverture de la liquidation judiciaire. L'accord-cadre est résilié, si après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

13.8 Cession de l'accord-cadre

Toute cession de l'accord-cadre à une autre personne morale ou physique est interdite sauf autorisation expresse de l'acheteur.

Dans ce cas, le titulaire doit en avertir l'acheteur trois (3) mois à l'avance par lettre recommandée avec accusé de réception, le nouveau titulaire s'étant auparavant engagé à respecter les conditions initiales de l'accord-cadre.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

13.9 Références à l'accord-cadre

L'utilisation de l'accord-cadre ou des prestations réalisées en tant que référence, est subordonnée à l'accord écrit et préalable de l'acheteur.

Il est précisé que le titulaire n'a pas le droit de réaliser ou de faire réaliser des photographies sans l'autorisation préalable de l'acheteur. Dans l'hypothèse où cette autorisation est accordée, le titulaire doit remettre à l'acheteur un tirage de ces photographies.

13.10 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG-PI :

- résiliation pour événements extérieurs au marché (décès, liquidation judiciaire, etc.) ;
- résiliation pour événements liés au marché (difficultés techniques particulières, force majeure, etc.) ;
- résiliation pour faute du titulaire ;
- résiliation pour motif d'intérêt général.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-MOE visé par le marché, le marché peut être en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail le marché sera résilié, aux torts du titulaire selon les dispositions prévues par le CCAG-PI.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

13.11 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG-PI.

13.12 Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

13.13 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rouen.

Tribunal administratif de Rouen

53 avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Téléphone : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Site internet : <http://rouen.tribunal-administratif.fr>

Article 14 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-PI sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG-PI auquel il est fait dérogation
8	4.1
10.12.1	14.1.1
10.12.7	14.1.2
10.12.8	14.1.3